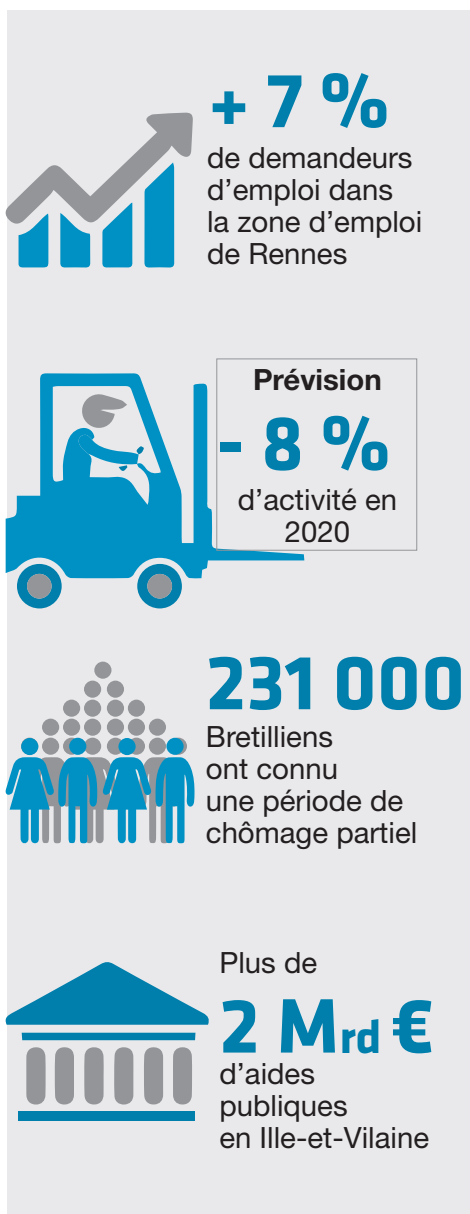


Décrochage de l'économie rennaise suite au confinement



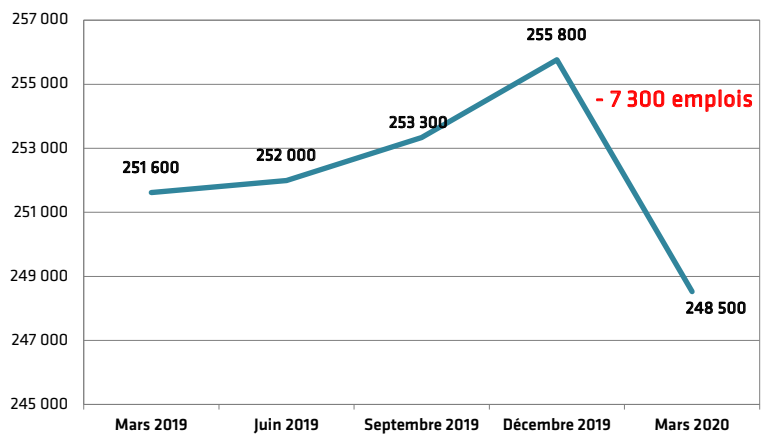
La prolifération de la Covid-19 a conduit au confinement de la majorité de la population mondiale. Ce coup d'arrêt brutal et immédiat de l'économie est sans précédent en temps de paix. Pendant cette période plusieurs instituts nationaux et organisations comme l'Insee et la Banque de France ont construit des estimations d'impact de cette crise dans le temps et l'espace. L'Audiar a également travaillé sur des estimations d'impacts locaux (Métropole et Ille-et-Vilaine). Les prévisions de croissance sur l'année se situent entre 8 à 15 % de réduction du PIB. Alors que nous commençons à pouvoir mesurer précisément l'impact de la crise de la Covid-19 sur l'emploi, le chômage et l'activité des entreprises, de premiers signes de reprise se confirment depuis la fin du confinement. L'arrêt brutal de l'économie a touché en priorité le public le plus précaire des intérimaires,

des contrats courts et des indépendants et autoentrepreneurs. Cependant, l'activité repart plus rapidement que lors des précédentes crises et laisse espérer une fin d'année heureuse si la situation sanitaire nationale et internationale continue de s'améliorer. Les aides publiques ont joué leur rôle amortisseur et ont permis de préserver l'écosystème économique national et local. Les incertitudes les plus fortes reposent maintenant sur les filières industrielles exportatrices qui pâtissent toujours du ralentissement du commerce international et particulièrement l'agroalimentaire et l'industrie automobile pour l'écosystème rennais. La reprise des secteurs culturels, touristiques, de l'hébergement-restauration et du commerce non alimentaire reste en demi-teinte. Leur retour à la normale devrait prendre davantage de temps que pour le reste de l'économie.



LES PREMIERS EFFETS DE LA CRISE ÉCONOMIQUE SUR L'EMPLOI SALARIÉ PRIVÉ VISIBLES DÈS LE 1^{ER} TRIMESTRE

Évolution du nombre d'emplois salariés privés dans la zone d'emploi de Rennes



Source : ACOSS - URSSAF - Cellule statistique Bretagne - Données CVS

Les 15 premiers jours de confinement ont eu un effet brutal et immédiat sur l'emploi et particulièrement sur les contrats courts et l'intérim. La zone d'emploi de Rennes a perdu 2,8 % de ses effectifs, soit 7 300 actifs dont 5 000 intérimaires à fin mars.

Sur un an, la baisse de l'emploi est plus modérée (- 1,2 %), mais les chiffres disponibles actuellement prennent en compte uniquement les 15 premiers jours du confinement.

L'emploi a été impacté avec la même ampleur aux échelles départementales, régionales et nationales. En France, les pertes d'emploi s'élèvent à 487 400 actifs.

Emploi salarié privé et masse salariale

Territoire	Emploi au 1 ^{er} Trim. 2020	Évol. trimestrielle de l'emploi	Évol. trimestrielle de l'emploi en %	Évol. Emploi sur 1 an	Évol. Emploi en % sur 1 an	Évol. Masse salariale % sur 1 an
ZE* de Rennes	248 500	- 7 300	- 2,8%	- 3 090	- 1,2%	0,7%
Ille-et-Vilaine	318 500	- 9 500	- 2,9%	- 4 650	- 1,4%	0,3%
Bretagne	820 200	- 23 300	- 2,8%	- 11 560	- 1,4%	- 0,2%
France entière	18 300 000	- 487 400	- 2,6%	- 290 300	- 1,6%	- 0,1%

Source : ACOSS - URSSAF - DARES (Effectifs intérimaires) - Données CVS
* ZE : Zone d'emploi

DES DEMANDEURS D'EMPLOI EN AUGMENTATION DE 7 % EN AVRIL-MAI COMPARATIVEMENT À 2019

Évolution des demandeurs d'emploi (DEFM)

Territoire	Catégorie A		Catégories BC		Catégories ABC	
	Avril-Mai 2020*	Évol. sur 1 an	Avril-Mai 2020	Évol. sur 1 an	Avril-Mai 2020*	Évol. sur 1 an
ZE de Rennes	44 785	42,1%	22 560	- 27,6%	67 345	7,4%
Bretagne	178 575	35,6%	92 080	- 27,2%	270 655	4,8%
ZE 22 métropoles	1 484 615	26,3%	549 725	- 29,6%	2 034 340	4,0%
France métropolitaine	4 099 530	26,8%	1 601 600	- 28,8%	5 701 130	3,9%

Source: STMT - Pôle Emploi - DARES (Données brutes)
* Moyenne sur les deux derniers mois disponibles : avril, mai.

Les demandeurs d'emploi exerçant une activité réduite (de quelques heures à plusieurs jours) au cours du mois, compris dans les catégories B et C, ont vu leur activité partielle s'arrêter dès le début du confinement. En conséquence, ils ont basculé dans la catégorie A qui regroupe les demandeurs d'emploi sans emploi.

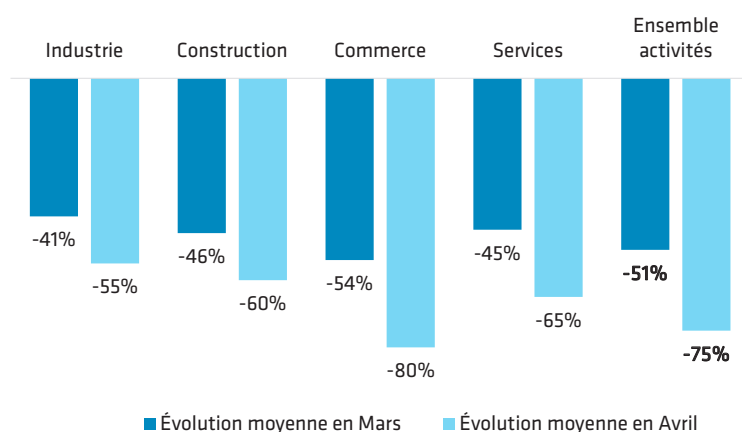
Ce qui explique l'augmentation vertigineuse de la catégorie A (+ 42 %) et la diminution massive des catégories B et C (- 28 %).

En limitant l'augmentation du nombre total de demandeurs

d'emploi à 7 %, les mesures exceptionnelles de l'État ont atteint une partie de leur objectif de préservation de l'emploi à court terme. Mais les contrats les plus précaires n'ont pas été sauvegardés, laissant craindre des conséquences sociales importantes pour une partie de la population déjà peu favorisée. Dans la situation actuelle de reprise de l'activité, il ne faut pas oublier que cet indicateur est très volatile et pourrait revenir rapidement à la normale si les demandeurs d'emploi retrouvent à minima une activité partielle (B et C) en septembre.

LE DYNAMISME ÉCONOMIQUE ET ENTREPRENEURIAL ENRAYÉ PAR LA CRISE ÉCONOMIQUE

Évolution moyenne du chiffre d'affaires en mars et avril selon les secteurs d'activités en Ille-et-Vilaine



Source : CCI Ille-et-Vilaine

En raison des mesures de confinement, les entreprises locales ont vu leur activité s'arrêter ou diminuer drastiquement confirmant ainsi les tendances évoquées dans les études nationales et la note de l'AUDIAR sur l'impact de la Covid-19. En moyenne, leur chiffre d'affaires a diminué de 51 % en mars et 75 % en avril, 7 entreprises sur 10 ont vu leur activité diminuer de plus de 50 % en mars et une entreprise sur deux a déclaré un chiffre d'affaires nul en avril.

L'environnement économique étant logiquement peu favorable à la prise du risque entrepreneurial, sans surprise, les créations d'établissements (hors SCI) ont reculé de 40 % sur les mois de mars, avril, mai et juin 2020 en Ille-et-Vilaine comparativement à 2019.

Ce recul pourrait être compliqué à rattraper compte tenu de l'incertitude actuelle sur les sujets sanitaires, économiques et financiers.

De premiers plans sociaux ont été annoncés dans des secteurs qui connaissaient des difficultés avant la crise. En effet, les organisations les plus fragiles sont en premier lieu

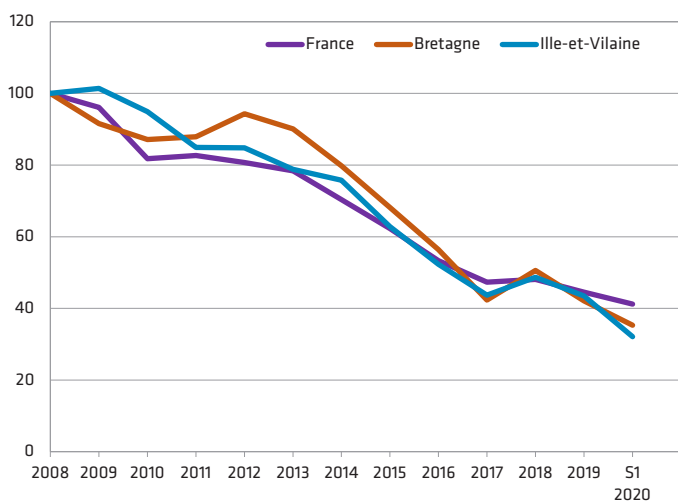
concernées par les réductions d'effectifs comme en Bretagne où Hop ! a annoncé la fermeture de son site de Morlaix (- 230 emplois), Nokia a déclaré supprimer 400 postes à Lannion et Technicolor devrait se séparer de la moitié de ses effectifs de R&D à Cesson-Sévigné (- 110 emplois).

DES INDICATEURS QUI NE MATÉRIALISENT PAS ENCORE L'EFFET DE LA CRISE

Les retards de déclarations administratives des entreprises à cause du confinement ne permettent pas d'apprécier dès à présent la totalité des conséquences pour l'économie locale. En effet, le montant des créances impayées tout comme les procédures collectives (liquidations, radiations et sauve-

gardes) sont des indicateurs à contre-courant. Les spécialistes évoquent un effet de « coma artificiel » qui pourrait se transformer à l'automne en vague de destruction des entreprises.

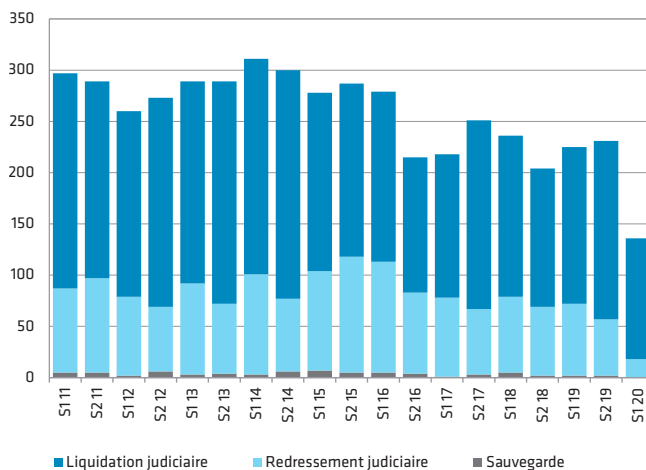
Montant des créances impayées des entreprises



Source : Banque de France - Direction régionale Bretagne

Le montant des créances impayées est en baisse de 10 % au premier semestre 2020 en Ille-et-Vilaine

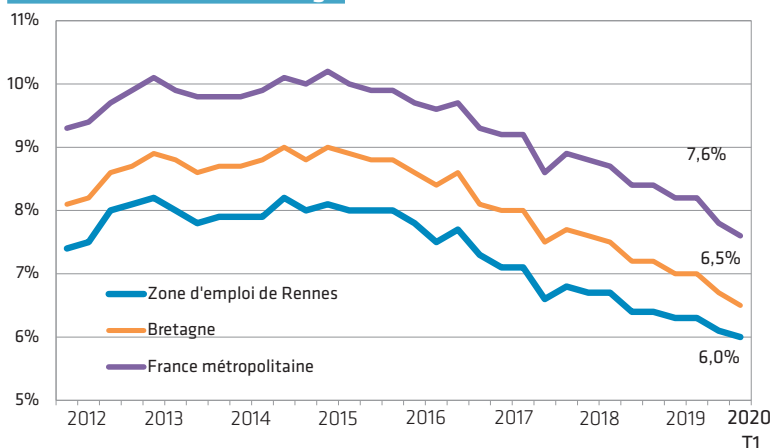
Ouvertures de procédures collectives au Tribunal de Commerce de Rennes



Source : Greffe du Tribunal de Commerce de Rennes

Les ouvertures de procédures collectives ont diminué de 40 % sur le premier semestre 2020

Évolution du taux de chômage



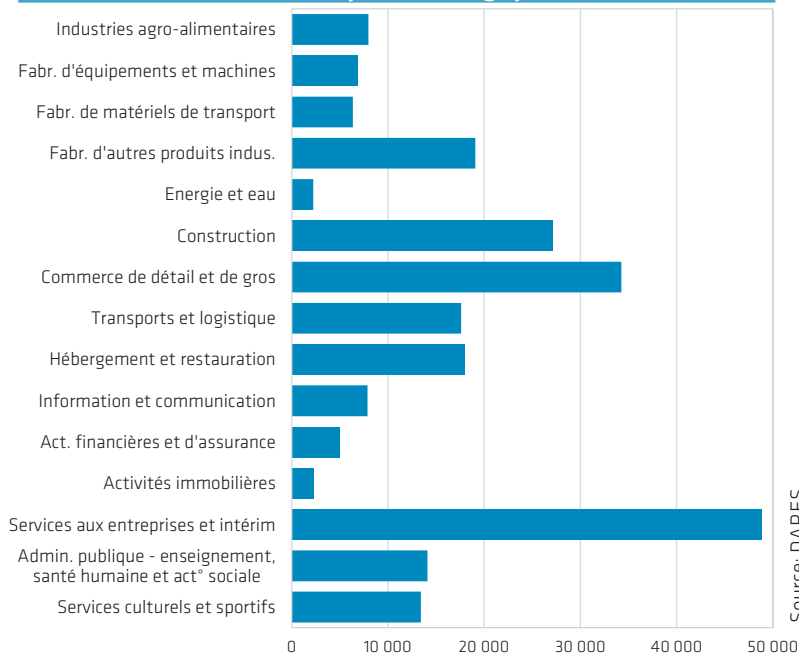
Source: INSEE - Taux de chômage localisés - Données CVS

L'évolution du taux de chômage est aussi en trompe l'œil : au premier trimestre 2020, le taux de chômage était au plus bas (6 % dans la zone d'emploi de Rennes). Il révélait la très bonne santé de acteurs économiques avant la crise de la Covid-19.

En revanche, les prochains chiffres du chômage pourraient évoluer très fortement à la hausse pour trois raisons. Tout d'abord, ils prendront en compte l'arrêt de l'activité au 2^e trimestre. Ensuite, l'effet de bascule des demandeurs d'emploi des catégories B et C à A entrainera mécaniquement une hausse du taux de chômage, mais sera aussi le reflet d'une situation sociale préoccupante pour des travailleurs en situation précaire qui ne trouvent pas d'emploi. Enfin, les nouveaux diplômés et ceux sortant du cursus scolaire risquent de rencontrer de grandes difficultés à trouver un emploi en raison de la crise.

UN SOUTIEN MASSIF DE L'ÉTAT ET DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES AUX ENTREPRISES ET AUX EMPLOIS

Nombre de salariés concernés par le chômage partiel en Ile-et-Vilaine



Source: DARES

Les aides de l'État qui ont permis de préserver le tissu économique à court terme. Plus de 2 milliards d'aides de l'État ont été déployés en Ile-et-Vilaine dont 1,825 milliard d'aides de l'État à la trésorerie (hors chômage partiel). Prêts garantis par l'État : 1,72 milliard, Report d'échéances fiscales : 38 millions, Fonds de solidarité : 60 millions. Par ailleurs, 67 % des salariés privés breilliens (231 000) ont connu une période de chômage partiel entre mars et juin.

DES PREMIERS SIGNES DE REPRISES DÈS LE MOIS DE JUIN

Mécaniquement, la sortie du confinement entraîne un rebond de la croissance, même si celui-ci demeure logiquement moins fort que l'arrêt massif de l'activité à la mi-mars 2020. La consommation des ménages est par exemple repartie à la hausse. Elle est revenue, en juin, à 3 points de pourcentage en moins de son niveau « normal ».

En Bretagne, le secteur du bâtiment repart avec vigueur. 98 % des chantiers ont rouvert et 95 % de l'emploi y compris intérimaire est de nouveau en activité au 29 juin 2020 selon la Cellule Économique de Bretagne. Néanmoins la reprise devra être confirmée par la mise en chantier de nouveaux logements et locaux et par la reprise des appels d'offres des collectivités qui ont fortement diminué pendant le confinement particulièrement pour le secteur des travaux publics.

La Banque de France souligne également les signes de reprise à l'échelle nationale. Les indicateurs d'activité se redressent à une vitesse bien supérieure à ce que l'économie

a connu en 2008. Les utilisations des capacités de production ont de nouveau progressé de 7 points pour atteindre 70 % en moyenne dans l'industrie et la situation de trésorerie des entreprises s'améliore également tout comme les carnets de commandes.

Une diminution du PIB de 9 % comme l'estime l'Insee est bien entendu une vraie déflagration en temps paix. Cependant, les aides publiques ont permis de préserver le tissu économique qui a ainsi pu retrouver rapidement le chemin de la reprise. Si la situation sanitaire s'améliore durablement la croissance pourrait se réinstaller au deuxième semestre 2020 et en 2021.

D'autres scénarios évoquent néanmoins une crise qui pourrait s'installer durablement, après un court rebond estival. En effet, des secteurs phares de l'économie nationale comme l'aéronautique, le tourisme et le luxe restent très fortement impactés.